

Pour une stratégie intégrée en matière de santé et d'agro-alimentaire

OTTAWA, le 13 décembre 2007 — Les graves problèmes de santé humaine du Canada doivent être abordés dans le cadre d'une politique intégrée en matière de santé et d'agroalimentaire, selon une nouvelle étude réalisée par un groupe chargé des politiques agroalimentaires d'Ottawa.

« Au Canada, l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires sont en train de prendre des proportions épidémiques, » selon l'étude intitulée *Un terrain d'entente : des aliments pour une population en santé et un secteur agroalimentaire fort*.

« Les coûts sociaux et économiques de ces maladies sont énormes. La production agricole et alimentaire a un rôle majeur à jouer dans la santé de la population. Au Canada, les décideurs commencent à se rendre compte que la santé humaine, et le secteur de l'agriculture, pourraient tirer des avantages considérables d'une politique intégrée sur l'agro-alimentaire. »

L'étude a été commandée par L'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), un organisme à but non lucratif qui se veut une voix indépendante sur les questions de politiques agroalimentaires. L'objectif de l'ICPA est de déterminer les initiatives qui pourraient apporter aux Canadiens les avantages d'une meilleure santé tout en contribuant au bien-être économique du secteur agricole et alimentaire.

L'équipe du projet, qui comprenait des experts de tout le Canada, ont examiné les initiatives sur l'alimentation et la santé qui ont fait la preuve de leur incidence sur la santé de la population et sur le secteur agro-alimentaire au Canada et dans d'autres pays ou qui seraient susceptibles de le faire à l'avenir.

Dans cette étude, il est recommandé au gouvernement fédéral d'élaborer une « vision » en vue d'une stratégie intégrée. L'ICPA est en train d'élaborer un document général pour définir une vision et les principes directeurs d'une stratégie intégrée.

Selon Statistique Canada, depuis 2004, les dépenses du Canada consacrées à la santé, en pourcentage du produit intérieur brut, ont grimpé à plus de 10%.

L'étude de L'ICPA montre que le secteur agro-alimentaire peut largement contribuer à l'allègement des problèmes de santé et des coûts des soins de santé. Mais une stratégie intégrée ne portera fruit que si elle se fonde sur une collaboration stratégique entre L'Industrie, les gouvernements et la communauté des soins de santé.

Le gouvernement fédéral a approuvé l'étude et donné à L'ICPA le mandat de produire la stratégie intégrée sur la santé et l'agro-alimentaire. Au printemps, L'ICPA a L'Intention de consulter des experts et de produire une stratégie intégrée en vue de sa mise en œuvre par L'Industrie et les multiples paliers de gouvernement.

L'étude a fait état de nombreux projets étrangers.

Par exemple, en Finlande, les organismes sanitaires ont collaboré avec L'Industrie de l'alimentation pour modifier l'approvisionnement des aliments. Dans les années 1970-1990, la consommation de poisson et de légumes a considérablement augmenté alors que celle des gras saturés a diminué. La mortalité due aux maladies coronariennes a chuté. Des guides diététiques ont été préparés pour les écoles et ont servi de modèles pour l'élaboration de lignes directrices destinées à d'autres institutions, comme les garderies, les maisons de retraite et installations militaires.

Au Danemark, le gouvernement a adopté une loi en 2004 pour interdire l'utilisation des gras industriels et des huiles contenant plus de 2 % de gras trans. Deux ans plus tard, les aliments qui étaient des sources importantes traditionnelles de gras trans n'en contenaient pratiquement plus.

Aux états-Unis, le gouvernement fédéral dirige un projet intitulé Healthy People 2010, qui vise à réduire l'obésité et encourager les gens à garder un poids corporel sain, augmenter leur consommation de fruits, de légumes et de céréales et de réduire leur apport en gras. Le projet comporte une forte composante éducative; on encourage L'Industrie alimentaire à fournir de L'Information nutritionnelle dans les supermarchés, les restaurants à service rapide et les restaurants, et des programmes éducatifs sont préparés dans les écoles.

« Les résultats de la première phase de ce projet valident et enrichissent notre compréhension des relations complexes entre l'alimentation et la santé », a déclaré Gaëtan Lussier, le président de l'ICPA. « Nous utiliserons les résultats et les recommandations de ce travail pour mobiliser les gouvernements et d'autres intervenants afin d'élaborer une politique intégrée sur l'agro-alimentaire et la santé pour le Canada et les Canadiens. »

Huit autres organismes ont participé à ce projet avec L'Institut canadien des politiques agroalimentaires : Agriculture et agro-alimentaire Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil canadien des distributeurs en alimentation, les Diététistes du Canada, Santé Canada, la Fondation des maladies du cœur du Canada et l'Agence de la santé publique du Canada.